Discours de la Représentante spéciale du Secrétaire général (SRSG) pour la République centrafricaine au Conseil de sécurité des Nations Unies

20 février 2025

Tel que prononcé

- Son Excellence, Monsieur le Président du Conseil de sécurité, Monsieur Ambassadeur Fu Cong,
- Distingués membres du Conseil,
- Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Marius Nzessioue, Représentant permanent de la République centrafricaine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Monsieur le Président,

- 1- Je félicite la Chine qui assume la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de février. Je saisis également cette occasion pour exprimer ma gratitude au Conseil pour le soutien apporté à la MINUSCA lors du vote unanime sur le renouvellement de son mandat. Aujourd'hui, j'ai l'honneur de présenter le dernier rapport du Secrétaire général sur les derniers développements politiques et sécuritaires, ainsi que sur les efforts de la MINUSCA dans la mise en œuvre de son mandat.
- 2- Il y a neuf jours, une patrouille de longue portée du contingent tunisien est tombée dans une embuscade près de Zobassinda, à plus ou moins 50 km au nord-est de Ndélé, dans la préfecture de Bamingui-Bangoran, lors d'une mission de protection des civils. Des éléments armés ont ouvert le feu sur la patrouille, entraînant la mort tragique de Seifeddine Hamrita, un Casque bleu âgé de 29 ans. Je condamne fermement cette attaque et présente mes plus sincères condoléances à la famille et au Gouvernement tunisien. Je réitère mon appel au Gouvernement et autorités centrafricains pour qu'ils ne ménagent aucun effort pour identifier et traduire en justice les auteurs de cette horrible attaque. Cet incident est un cruel rappel des sacrifices consentis par ceux qui sont en première ligne du maintien de la paix. Je rends hommage à tous les pays contributeurs de troupes et de police pour leur soutien indéfectible à la paix en République centrafricaine.

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

- 3- En 2025 et 2026, la République centrafricaine organisera des élections locales, législatives et présidentielle. Le prochain cycle électoral représente une opportunité de consolider les progrès réalisés dans l'extension de l'autorité de l'Etat et de jeter les bases d'une gouvernance décentralisée. A ce titre, l'organisation d'élections transparentes, inclusives et en toute sécurité contribuera à apporter des réponses aux causes profondes des conflits récurrents en RCA.
- 4- Des progrès ont été réalisés dans la préparation des élections. Cette dynamique est le fruit d'un engagement national soutenu et d'une collaboration renforcée avec la MINUSCA, l'équipe de pays des Nations unies et d'autres partenaires pour faire avancer la révision du fichier électoral, pierre angulaire d'élections locales, législatives et présidentielle inclusives et crédibles.
- 5- La première phase de la révision du fichier électoral a été menée avec succès dans 11 des 20 préfectures de la Centrafrique, du 24 novembre au 20 décembre 2024. Durant cette période, la MINUSCA a intensifié son appui multiforme aux autorités nationales, en synergie avec l'équipe de pays des Nations Unies. Ainsi, 98 % des centres d'inscription étaient opérationnels, permettant l'enregistrement de 570 000 nouveaux électeurs. Je salue l'engagement pris par les autorités nationales de rouvrir, au cours de la deuxième phase, les quelques centres d'inscription qui n'étaient pas opérationnels en raison de problèmes de sécurité.

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

- 6- Le 18 décembre 2024, la réunion inaugurale du Comité national de sécurisation des élections s'est tenue, présidée par le Premier Ministre, démontrant l'engagement national en faveur d'un environnement sécuritaire propice à la conduite des élections. De plus, des efforts continus sont en cours afin d'encourager l'inscription de tous les citoyens éligibles, avec une attention particulière portée aux femmes, aux jeunes, aux personnes déplacées,

ainsi qu'aux rapatriés et réfugiés, ceci en pleine coordination avec le Gouvernement, l'équipe de pays des Nations Unies et la société civile. J'appelle le Gouvernement et les partenaires du Gouvernement à fournir les ressources nécessaires et en temps voulu pour ne pas compromettre la révision du fichier électoral et la mise en œuvre du calendrier électoral.

Monsieur le Président,

- 7- Les poches persistantes d'insécurité, en particulier dans les zones où les groupes armés se livrent à des activités de prédation visant à contrôler les sites miniers et les couloirs de transhumance, demeurent une préoccupation réelle. Si la situation sécuritaire s'est améliorée dans l'ensemble de la République centrafricaine, elle reste fragile particulièrement dans les zones frontalières où la MINUSCA continue de travailler en étroite collaboration avec le Gouvernement pour renforcer et étendre la présence effective de l'autorité de l'Etat. Le 17 janvier dernier, l'inauguration par le Premier Ministre du premier poste frontalier multiservices en République centrafricaine, construit et équipé par la MINUSCA, dans la localité de Bembéré à la frontière avec le Tchad, représente une avancée majeure.
- 8- La mise en œuvre de la politique nationale centrafricaine de gestion des frontières nécessite un soutien supplémentaire, notamment pour reproduire ce projet phare pour faciliter le contrôle des frontières et faire face aux menaces transfrontalières, notamment dans le nord-est, où l'impact du conflit au Soudan constitue la menace la plus importante. À cet égard, je salue les mesures positives prises par le Gouvernement centrafricain pour renforcer sa coopération sécuritaire avec ses pays voisins.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

- 9- Ce mois-ci marque le sixième anniversaire de la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine. Dans ce contexte, je suis particulièrement encouragée par les progrès réalisés à ce jour, qui incluent la

l'autodissolution de neuf des quatorze groupes armés signataires ainsi que l'extension significative de la présence et de l'autorité de l'État dans des zones précédemment occupées par des groupes armés. Je note également le renforcement de la décentralisation de l'Accord politique, qui s'avère essentielle pour promouvoir la médiation locale et la cohésion sociale.

10- Toutefois, malgré les efforts du Gouvernement et d'organisations internationales non gouvernementales pour faciliter le dialogue avec les groupes armés encore actifs et ayant quitté l'Accord, je note que les résultats se font toujours attendre. A cet effet, la redynamisation de la mobilisation politique des garants de l'Accord politique, en particulier l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, pour faciliter le retour dans l'APPR-RCA des leaders de ces groupes armés et le désarmement et la démobilisation durables de leurs combattants est urgente.

11- Par ailleurs, des efforts additionnels sont urgents dans la lutte contre l'impunité et dans la promotion de la justice transitionnelle en tant qu'élément clé de l'Accord politique. J'appelle le Gouvernement centrafricain à accélérer l'opérationnalisation de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation, par la nomination effective de ses nouveaux commissaires. Je saisis également cette occasion pour souligner qu'il est urgent que la Cour pénale spéciale bénéficie d'un soutien financier durable, afin de pouvoir s'acquitter de ses fonctions et rendre ainsi justice aux victimes, qui est primordial pour une réconciliation nationale effective.

Monsieur le Président,

12- La réforme du secteur de la sécurité reste essentielle pour garantir que les forces de défense nationales soient en mesure de s'acquitter de leurs responsabilités régaliennes de protéger la population et l'intégrité territoriale de la République centrafricaine. La validation des principaux cadres de gouvernance en matière de sécurité, au cours de la période couverte par le précédent rapport, a constitué une avancée majeure qui requiert désormais un investissement durable dans le renforcement des capacités institutionnelles du secteur de

la sécurité, y compris la formation et la professionnalisation des forces de défense nationales.

13- Le 7 février 2025, le Ministre de la justice, l'Inspecteur général des Armées et moi-même avons inauguré le tribunal militaire de Bouar, démontrant ainsi l'engagement du Gouvernement centrafricain pour la justice militaire et la promotion de la redevabilité au sein des forces de défense nationales.

14- Cependant, le recrutement au sein des forces de défense nationales d'éléments d'anciens groupes d'autodéfense hors du cadre réglementaire et avec un contrôle limité risque de compromettre les progrès réalisés dans la réforme du secteur de la sécurité. En l'absence de redevabilité bien définie et de mécanismes de surveillance ainsi qu'un commandement et contrôle de ces recrues, l'extension de l'autorité de l'État pourrait s'en trouver entravée.

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

15- La situation des droits de l'homme reste particulièrement préoccupante, avec la persistance de graves violations. Si rien n'est fait, ces crimes pourraient compromettre les avancées enregistrées en matière de sécurité et affaiblir encore davantage la cohésion sociale. J'appelle donc le Gouvernement à continuer de prendre des mesures décisives pour remédier à ces violations, en faisant en sorte que tous les auteurs des violations des droits de l'homme soient traduits en justice.

16- Je salue l'adoption à l'unanimité par l'Assemblée nationale, le 27 décembre dernier, d'une loi historique sur la promotion et la protection des défenseurs des droits de l'homme en République centrafricaine. Je salue cette étape importante qui illustre l'engagement de la République centrafricaine dans le domaine des droits de l'homme, conformément à la politique nationale des droits de l'homme et à son plan d'action quinquennal.

Monsieur le Président,

17- L'allocation de ressources adéquates et en temps voulu à la Mission reste essentielle pour consolider la sécurité et la stabilisation en République centrafricaine. Ceci appelle un engagement continu des acteurs du développement en soutien aux priorités nationales de développement, pour traduire les gains sécuritaires en améliorations concrètes des conditions de vie de la population centrafricaine.

18- Je remercie tous les partenaires qui continuent de soutenir les opérations de paix, les pays contributeurs de troupes et de police à la MINUSCA, ainsi que le personnel civil pour son dévouement et son engagement inébranlable au service de la paix en République centrafricaine.

Je vous remercie de votre attention.